



N° 49 - Novembre 2003

# RELI-FEMMES

Bulletin de l'Association des religieuses pour la promotion des femmes (ARPF)

## Dans ce numéro

La citoyenneté est la reconnaissance du citoyen et de la citoyenne. Parler de citoyenneté, c'est évoquer les droits civils, politiques, sociaux et les responsabilités qui en découlent. S'éduquer à la citoyenneté, c'est chercher à connaître ses droits et donner des mains et des mots à ses responsabilités. Comment redécouvrir la dimension citoyenne de notre vie religieuse et notre capacité d'intervention citoyenne ? Au cours de l'année, Yvonne Bergeron, CND, nous aidera à répondre à cette question dans les trois Dossiers de RELI-FEMMES.

Le passage récent d'Ivone Gebara au Québec trouvera un écho dans la rubrique En mouvement. Prolongeant l'assemblée générale, Pierrette Bertrand, OFSJ, dans l'À propos, nous plongera au cœur de la citoyenneté avec des possibilités d'engagement. La recension de " Ce que je crois : En quête d'un Dieu digne de foi " de Joan Chittister, par Léona Deschamps, RSR, nous conduira à réviser notre propre Credo.

Une seule page sera consacrée aux Échos laissant ainsi plus d'espace au Dossier. Les Clins d'œil, en toute sympathie pour les congrégations endeuillées, évoqueront, entre autres, le souvenir de deux membres de l'ARPF.

*Le Comité de rédaction*

## En mouvement

### De Camaragibe à Saint-Bruno



« **J**e suis Brésilienne. Depuis trente ans, je vis à Camaragibe, près de Recife, dans le nordeste du Brésil. Je suis une sœur de la Congrégation Notre-Dame (chanoinesse de saint Augustin). Je ne suis d'aucune faculté. J'ai la préoccupation profonde des femmes. » Ainsi se présente

Ivone Gebara, ce samedi 13 septembre, à Saint-Bruno de Montarville, à une rencontre sous le thème « Les souffrances et les espoirs des femmes en milieu populaire ».

D'entrée de jeu, Ivone situe la réalité du Brésil, un pays de contrastes où se côtoient la grande richesse, concentrée au sud, et l'extrême pauvreté surtout au nord. Puis elle raconte ce que ses yeux voient là où elle a choisi de vivre. Elle parle à partir d'un groupe qui accompagne les mères adolescentes. Elle est impressionnée par leur initiation précoce à la vie de femme, par les conditions de travail appauvrissantes auxquelles elles sont contraintes et par leur piètre condition physique due à une très mauvaise alimentation. Elle voit aussi comment les sectes religieuses rejoignent les femmes: « les sœurs » de l'Église pentecôtiste, par exemple, visitent les femmes, leur lisent la Bible et chantent avec elles.

Et la théologie féministe de la libération, dans ce contexte? Ivone raconte qu'au début des années 1980, s'est amorcée une théologie féministe à l'intérieur de la TL: l'option pour les pauvres s'y est exprimée comme une option pour les femmes pauvres. La théologie féministe a nommé les souffrances des femmes et elle a rendu publiques les inégalités à l'égard des femmes. Cette vision a traversé davantage les mouvements sociaux que les mouvements d'Église.

Ivone dit travailler davantage dans les mouvements sociaux en vue d'un sort meilleur pour les femmes. Son intervention interpelle l'Église catholique notamment par rapport à son écoute des femmes.

*Céline Beaulieu, CND*



Édité trois fois l'an par l'Association des religieuses pour la promotion des femmes.

Le but de l'Association est de travailler, dans une perspective évangélique et selon les charismes des divers instituts, à la promotion des femmes - religieuses et/ou laïques - dans l'Église et dans la société.

Comité de rédaction :  
Céline Beaulieu, CND,  
Louise Bégin, CND  
Suzanne Bolduc, FSP,  
Pierrette Couture, SCSL,  
Huguette Laroche, NDBC  
Georgette Sirois, REJ.

Collaboratrices régulières :  
Les membres de l'Équipe de coordination,  
Léona Deschamps, RSR  
Jeanne Gareau, SSA

Conception graphique et infographie :  
Nathalie Tassé

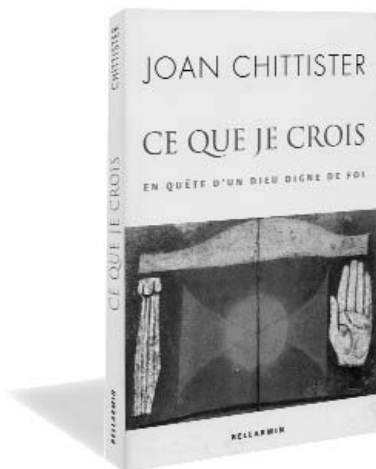
Impression :  
Imprimerie Maxime inc.

Expédition :  
Suzanne Bolduc, FSP,  
Nicole Plante, NDA,  
Germaine Villemure, SP,  
Secrétariat de la CRC

Abonnement (taxes incluses)  
Canada : 10 \$  
Étranger : 13 \$

Reproduction permise sous réserve d'en mentionner la source.

Correspondance :  
Pierrette Couture, SCSL  
183, rue Racine  
Loretteville (Québec)  
G2B 1E5  
Tél. : (418) 842-2679  
Télec. : (418) 842-0932



***Ce que je crois : En quête d'un Dieu digne de foi, Chittister, Joan, Bellarmin, 2002, 256 p.***

Joan Chittister formule l'essentiel de sa foi « au mystère de la vie » dans son ouvrage *Ce que je crois* - En quête d'un Dieu digne de foi. Elle le fait en passant tous les articles du Credo au crible de son expérience de quarante ans de vie monastique marquée par la maladie, la souffrance, la découverte et l'engagement féministe.

Cet étonnant témoignage peut aider les personnes qui éprouvent de la difficulté à embrasser le Credo traditionnel. Mais, il entraîne surtout les croyantes et les croyants à reprendre le Symbole des Apôtres à l'aune de leur expérience de vie. Au fil de la lecture, la réflexion et certaines expressions de l'auteure frayent des chemins neufs vers l'âme de celle qui vous propose l'œuvre. En voici les traces.

Aujourd'hui, je crois en un Dieu « plus que Père » révélé autant dans les femmes que dans les hommes, se faisant « puissante présence en leur cœur, dans le brouhaha de leur quotidien et dans l'amertume de leurs combats ».

Aujourd'hui, je crois en Jésus-Christ, « le seul et unique enfant de Dieu » qui

rassemble l'humanité dans sa seigneurie puisqu'il « baigne le monde entier, croyants et incroyants, des fruits de la terre, de la joie de la vie, de la bonté de la création ». Sa conception de l'Esprit saint m'ouvre à l'élan d'un Dieu qui, jour après jour, conduit au dépassement des finitudes. Sa naissance de la Vierge Marie, « partenaire du plus grand événement spirituel de tous les temps », proclame que les femmes sont des associées privilégiées du Salut. Le rappel de ses souffrances sous Ponce Pilate évoque cette part de l'être humain « qui ne sait pas se tenir debout pour défendre le bien ». La mort-résurrection de Jésus m'entraîne à croire « au temps de Dieu » qui instaure de nouvelles façons « d'être en vie » ou « de se relever ». Sa montée aux cieux et son retour nous convient à « voir Dieu dans l'argile du jour » comme à enfouir notre espérance dans le jugement divin où tout s'évalue au temps de l'AMOUR.

Aujourd'hui, je crois en l'Esprit saint qui anime la sainte Église, celle « qui déborde les murs des ghettos catholiques » et où est exaucée la prière des femmes. J'adhère à la communion des saintes et des saints, à « ce visage du Christ redessiné à chaque époque pour chaque peuple »; je crois à la rémission des péchés par « un Dieu pour qui le pardon est essentiel », ainsi qu'à la résurrection de la chair et à la vie éternelle qui propulsent vers « la gloire de l'argile en nous ». Amen !

Des membres de l'ARPF verront l'opportunité d'une réécriture de l'essentiel de leur foi après la lecture de ce volume. Cependant, toutes les personnes engagées à la promotion des femmes adopteraient avec profit le magnifique Credo de Joan Chittister qui se déploie au dernier chapitre de son œuvre. Ce Credo, d'allure poétique, est d'une profondeur spirituelle irréfutable. Le reprendre à son compte serait une belle façon d'affirmer, à l'instar de l'auteure, que « ce que nous croyons façonne l'argile autour de nous » selon le rêve du grand Potier !

## Prolongement de l'assemblée générale

Parmi les souhaits exprimés lors de l'assemblée générale de mai 2003, l'exploration du thème de la journée de formation Femmes, religieuses et citoyennes a fait consensus. L'équipe de coordination en a pris note et souhaite que les régions en assurent les suites afin d'intégrer la dimension citoyenne de la vie religieuse. Elle se réjouit donc de la décision de l'équipe de rédaction de *RELI-FEMMES* d'en exploiter la richesse au cours de l'année 2003-2004.

Le contexte politique de la rentrée parlementaire, tant au fédéral qu'au provincial, nous plonge au cœur des enjeux de la citoyenneté et nous offre de multiples occasions de nous éduquer avec d'autres à la citoyenneté active :

- ◆ Le dépôt du plan d'action visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale est encore attendu et risque de demeurer, pour le ministère de la Solidarité sociale, un pieux projet à réaliser quand le gouvernement en aura les moyens.
- ◆ Le maintien de l'universalité d'accès aux services de garde en Centre de la petite enfance (CPE) et en milieu scolaire, sans distinction sociale, y compris pour les enfants uniques, ceux des familles immigrantes, ceux qui accusent des retards d'apprentissage, est compromis plus que jamais.
- ◆ Le monde de l'éducation et les parents qui en assument les coûts ne sont pas rassurés par les compres-

sions de 90 millions du ministère de l'Éducation.

- ◆ Le dossier de l'eau, avec un projet sans cesse réactivé de tarification des services à la consommation, les enjeux reliés au pompage intensif de la nappe phréatique, les rejets d'eaux usées produits par certaines compagnies minières sont autant de préoccupations qui refont surface alors que l'eau devrait demeurer un bien commun.

### Certaines organisations structurées nous interpellent :

- ◆ La FFQ nous convie à son congrès de novembre en vue d'élaborer la plate-forme politique pour l'avenir. Au menu : féminisme et racisme, trafic des femmes, réalité des femmes autochtones, impacts de la mondialisation, particulièrement sur les femmes immigrantes, etc.
- ◆ La Marche mondiale des femmes poursuit son action internationale à travers la préparation d'une Charte mondiale des femmes pour l'humanité et le projet d'une marche à relais en 2005.
- ◆ Le collectif D'abord solidaires nous invite, à la fin de novembre, à poursuivre l'analyse et la réflexion sur les enjeux socio-politiques de notre société.
- ◆ La Consultation populaire propose un rendez-vous historique des femmes des Amériques en vue d'améliorer leurs conditions de vie,

de travail et de construire des Amériques solidaires, égalitaires et démocratiques.

Rappelons-nous qu'une foi en la résurrection qui ne mordrait pas dans l'épaisseur humaine la plus concrète de notre milieu aurait alors toutes les chances d'être une consolation bon marché et un alibi pour éviter de nous tourner vers nos sœurs et nos frères d'ici et d'ailleurs.

### Nouvelles de l'équipe nationale de coordination

L'ARPF est maintenant représentée au conseil d'administration de la FFQ par Pierrette Bertrand, OFSJ. Deux rencontres ont eu lieu en vue de préparer les recommandations à soumettre au Congrès d'orientation, les 7, 8 et 9 novembre 2003.

Pierrette Bertrand a été invitée à prendre en charge la prière-célébration sur les femmes à l'occasion de la rencontre de l'UISG, constellation francophone. Avec l'autorisation du Réseau de Justice sociale CND et avec quelques adaptations requises, un texte préparé sur le trafic des femmes a reçu un accueil exceptionnel.

Elisa Fernandez, SFA, membre de l'équipe, est actuellement à Saint-Maurice, en Suisse, pour une période de ressourcement. Elle sera de retour à la fin de novembre.

Merci pour les programmes d'activités 2003-2004 déjà reçus. Nos prochaines rencontres : 26 octobre et 5 décembre 2003.

# FEMMES, RELIG



Yvonne Bergeron, CND

Premier de trois articles

**COMMENT REDÉCOU-  
VRIR LA DIMENSION CI-  
TOYENNE DE NOTRE VIE  
RELIGIEUSE ET NOTRE  
CAPACITÉ D'INTERVEN-  
TION CITOYENNE ? AU  
COURS DE L'ANNÉE,  
YVONNE BERGERON,  
CND, NOUS AIDERA À  
RÉPONDRE À CETTE  
QUESTION DANS LES  
TROIS DOSSIERS DE  
RELI-FEMMES.**

## LA PRATIQUE CITOYENNE CHEZ NOUS : DU DÉCROCHAGE À LA RECONSTRUCTION

### Introduction

Dans un monde où la richesse s'est considérablement accrue pendant que, chaque jour, environ 100 000 personnes meurent de faim ou des suites immédiates de la faim (Rapport 2000 de la FAO), Jean Ziegler se demande lui aussi : « Où est l'espoir ? » Et il répond que l'espoir est dans une nouvelle société civile planétaire en train de surgir : une société « où s'affirment des fonctions et des structures inédites, où s'inventent des rapports nouveaux entre les hommes et les nations, où se pensent le monde et la société en dehors des canons figés de la doxa dominante ou de sa domination habituelle »<sup>1</sup>.

Mais qu'en est-il chez nous ? Voyons-nous émerger une nouvelle façon de vivre ensemble ? Si oui, à quoi ressemble-t-elle ? Voilà la question qui alimente ma réflexion dans ce premier article. Aussi, après avoir brossé à grands traits le portrait du Québec à cet égard, j'évoquerai quelques-uns des enjeux majeurs qui se logent au cœur de nos pratiques citoyennes.

### La situation récente au Québec<sup>2</sup>

Parler de citoyenneté, c'est évoquer le « vivre ensemble » et le « faire ensemble ». C'est aussi faire référence à une réalité juridique qui accorde aux individus des droits civiques, poli-

tiques et sociaux sans oublier leurs responsabilités dans la cité. Cela veut dire avoir les moyens de participer au devenir de la société, de prendre part aux décisions, de s'épanouir personnellement et de faire naître des solidarités.

Or la constatation qui monte largement du cœur même des engagements les plus concrets est celle d'une globalisation marchande envahissante. Le marché fonctionne selon ses propres lois et il a tendance à s'immiscer dans tous les secteurs de la société transformant les relations humaines en relations mercantiles. Citoyennes et citoyens se voient discrédités, déqualifiés, infantilisés, non reconnus dans leur capacité d'intervention au plan économique et réduits aux rôles de consommateurs, de clients, de contribuables au service du marché. Nous assistons à diverses formes de lutte pour s'accaparer des marchés, à l'effondrement d'économies locales ou nationales, à la marginalisation sociale d'un pourcentage important de populations chez nous et dans les pays du sud spécialement. Finalement, cette logique d'anti-solidarité met en jeu la vie et la dignité de multitudes d'êtres humains.

Mais si, de plus en plus, les gens réalisent l'étendue des dégâts, ils sont aussi de plus en plus nombreux à ne

# JEUNES et CITOYENNES

pas en rester là. C'est pourquoi, tout en soulignant certaines conséquences néfastes du modèle économique actuel, je signale en contre-partie quelques éléments qui permettent de reconstruire une pratique citoyenne en tenant compte des nouveaux repères.

## **L'individualisme et le nouvel essor du réseau social**

Devant l'ampleur et la complexité de la globalisation du marché, monte visiblement une tendance au repliement sur soi souvent exprimée par la protection des acquis, le recours fréquent aux services offerts et l'ajout d'assurances fiables en prévision des coups durs. Avec le temps, l'isolement s'installe et le tissu social se défait. Pour contrer cette tendance, des femmes et des hommes cherchent à recréer un réseau social fort et dynamique. Ils suscitent des liens nouveaux entre les gens marginalisés, entre ceux-ci et des intervenants ou des intervenantes communautaires, des organismes, des membres de conseils d'administration, des parlementaires attentifs à leurs causes et d'autres instances du milieu.

## **Le sentiment d'impuissance et la revalorisation des intuitions**

Souvent les citoyennes et les citoyens ne sont pas reconnus. Tout se passe comme si leurs savoirs étaient inutiles, leurs habiletés dépassées, leurs compétences inexistantes. Ils deviennent pour ainsi dire des analphabètes sociaux. Aussi, pour remédi-

er à cette situation, plusieurs insistent sur la nécessité de nous redonner des marges de liberté et d'initiative. Aucune action n'est trop petite. Ainsi, par exemple, multiplier les prises de parole, communiquer nos savoirs, assurer une formation adéquate, promouvoir des médias alternatifs, tout cela redonne le goût de prendre en main le vivre ensemble de nos cités.

## **La déresponsabilisation et la réappropriation du pouvoir**

Il peut être facile le passage du sentiment d'impuissance à la déresponsabilisation. Or celle-ci s'exprime assez souvent sous forme de décrochage ou d'abdication. Quand le rôle des citoyennes et des citoyens se résume pratiquement à servir des intérêts financiers, la tentation de laisser aller le courant peut devenir très forte. Mais des femmes et des hommes résistent à cette tentation en cherchant à se réapproprier du pouvoir au quotidien. À titre d'exemple, des personnes s'engagent au sein des conseils municipaux, d'autres siègent à des conseils d'administration ou participent aux assemblées des Caisses populaires. Fait à remarquer, plusieurs soulignent l'importance de se joindre au mouvement qui mondialise la solidarité et propose des alternatives à la société de marché.

## **L'exclusion et la lutte à l'appauvrissement**

Comment ne pas évoquer ici les conditions de vie inacceptables qui sont le lot d'un si grand nombre de per-

sonnes? De sérieux impacts sociaux en découlent dont l'affaiblissement des réseaux relationnels habituels, l'isolement et la marginalisation. En contre-partie cependant, plusieurs individus, des groupes, des organisations et des coalitions venant d'horizons politiques ou religieux diversifiés opposent une lutte active à la pauvreté. Rappelons-nous à ce sujet l'imposant travail du Collectif pour un Québec sans pauvreté. Souvenons-nous également des projets d'économie solidaire, des groupes d'achats, des fonds d'investissement éthique et d'autres encore.

## **L'aliénation et la redécouverte de son identité**

Parce que nous sommes considérés surtout comme des « serviteurs du marché », nous perdons notre identité de citoyen et de citoyenne. De tous les milieux monte ce sentiment de « dépossession ». Qu'il s'agisse du domaine économique, politique, culturel ou idéologique, partout nous constatons le démantèlement de certains acquis sans consentement de notre part. Le modèle sociétal qui est en voie d'élaboration contredit nos choix fondamentaux. Par contre, bonne nouvelle, de plus en plus refait surface la conscience d'une tâche urgente : celle de redécouvrir notre identité. Par exemple, des intervenantes et des intervenants redéfinissent leurs pratiques en tenant compte de toute la personne. Des citoyennes et des citoyens découvrent de nouveau leurs aptitudes, leurs compétences et leurs divers savoirs

Voilà donc ce que vivent, jour après jour, ces femmes et ces hommes qui travaillent au mieux-être des gens de leur cité. Faire route avec eux et décider de participer à la reconstruction citoyenne, n'est-ce pas en même temps voir surgir les enjeux sociaux de cette grande entreprise?

### **Refonder la citoyenneté : des enjeux de taille**

Dans nos sociétés, les enjeux les plus profonds s'enracinent dans la dimension humaine de nos existences individuelles et collectives, là où nous pouvons leur donner sens. Et si les espaces où nous vivons (quartiers, villes, régions...) sont plus ou moins des micro-territoires, ne demeurent-ils pas aussi singulièrement reliés au monde par de nombreux facteurs tels que l'histoire, les communications, la diversité des populations et d'autres encore? Et c'est particulièrement dans ces espaces que nous pouvons « refonder » la pratique citoyenne par un vivre ensemble et un faire ensemble ajustés aux besoins, aux espoirs, aux projets des humains, des groupes et des populations.

### **Un premier enjeu : la reconnaissance des êtres humains comme sujets égaux, libres et responsables**

Considérer les humains comme des sujets, c'est les reconnaître dans leur dignité et leurs compétences, dans leur capacité de maîtriser leurs choix, de prendre en compte la vie de leurs milieux, d'identifier les actions gagnantes et porteuses d'avenir. Et c'est précisément sur cette reconnaissance d'une commune humanité entre les personnes que se basent la véritable égalité, la liberté et la responsabilité. Refusant que les individus n'entretiennent entre eux que des relations d'affaires ou des calculs intéressés, une telle reconnaissance recrée et renforce le « nous social » dont l'assise principale demeure la gratuité fondamentale. Ce « nous social » récuse également une concentration

du pouvoir, c'est-à-dire un type de gouvernance qui échappe aux parlementaires, aux députés et aux assemblées.

### **Un deuxième enjeu : la recherche du bien commun par la solidarité**

Toujours primordial, cet enjeu permet à nos sociétés non seulement de refuser l'exclusion, mais de « vivre en faisant du bien » à tous les citoyens et toutes les citoyennes. Aussi nous faut-il rester en état de vigilance face à la mondialisation d'un marché qui prétend définir lui-même le bien commun à partir de sa logique de rentabilité et de compétitivité. Pourtant n'est-ce pas plutôt l'existence des autres dans leur complexité qui constitue la base de toute société? Quand les autres « nous habitent », le bien commun devient possible car, pour que leur vie puisse se réaliser au meilleur, nous cherchons à mettre en place les conditions nécessaires. Et la façon la plus sûre de reconstruire le bien commun dans la vérité, c'est de le faire à partir des humains appauvris et exclus. Assurer d'abord une vie de qualité aux plus maganés et aux plus délaissés. Juger l'activité économique et sociale du point de vue des laissés pour compte permet de privilégier « le principe éthique le plus radical qui juge nos pratiques économiques »<sup>3</sup>. Le bien commun s'organise alors autour des valeurs du respect des personnes, de la justice sociale et écologique, de l'égalité des chances, de la solidarité.

### **Le troisième enjeu : une démocratie-en-acte**

Il nous arrive souvent d'entendre des questions semblables à celle-ci : « Avons-nous vraiment du pouvoir? » Évitant de répondre de façon simpliste à cette interrogation, je rappelle cependant que c'est la présence active des citoyennes et des citoyens qui, en résistant à la tentation de défaitisme, fait contre-poids aux obstructions du système et, en même temps, fait progressivement diminuer le déficit démocratique dans lequel

nous entraîne l'emprise du modèle économique actuel. Or le processus démocratique comporte trois fonctions essentielles : la participation par des actions au quotidien, la délibération qui entend construire un véritable jugement citoyen et la représentation par les personnes élues mandatées pour porter la visée du bien commun. En participant à la recherche du bien commun et en exerçant une vigilance constante, à l'endroit des personnes élues, pour en assurer la réalisation, nous « fabriquons » au jour le jour la démocratie.

Voilà ce que nous apprenons sur les routes de nos Galilées, c'est-à-dire là où la vie nous convoque. Et nous l'apprenons en nommant les êtres et les choses, en cherchant à comprendre plus et mieux, en identifiant des enjeux et des défis que seule la solidarité peut nous permettre de porter debout, ensemble et en marche : « Dites à mes frères de se rendre en Galilée, car là ils me verront » (Mt 28,10).

*Yvonne Bergeron, CND*



1. *Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent*, Fayard, 2002, p. 283.

2. Je m'inspire partiellement ici du contenu des Journées sociales 2001 (voir *La citoyenneté : au-delà des obstacles*, Actes, Journées sociales du Québec, Québec, mai 2001, 57 pages) et d'un ensemble d'éléments recueillis en ces lieux où tant de femmes et d'hommes exercent leur citoyenneté au quotidien.

3. Durand, Alain *La cause des pauvres*, Société, éthique et foi, coll. « Théologies », Paris, Cerf, 1991, p. 153.

## Québec

Sous le thème Continuons d'être prophétesses, le 20 septembre 2003, les membres du réseau des Répondantes du diocèse de Québec ont célébré leur 20<sup>e</sup> anniversaire d'existence. En solidarité, des représentantes de l'ARPF y ont participé. Mesdames Annine Parent et Huguette Labrecque ont retracé avec fierté et humour les moments forts de l'histoire du Réseau et prouvé que, malgré les obstacles et les résistances, la cause des femmes en Église a connu des avancées appréciables.

Présent, Mgr Marc Ouellet, archevêque de Québec, mieux informé de l'histoire du Réseau, a ouvert la porte à l'espérance et exprimé son admiration pour le travail réalisé en ces termes : « Continuez à être prophétesses ».

Le lendemain, 22 membres de l'ARPF, dont Jacqueline Poirier, FMA, du Nouveau-Brunswick, se rassemblaient à l'Île d'Orléans pour élaborer le plan d'action de l'année et fixer au 20 mars 2004 une journée ouverte sur la non-violence avec Madame Martine Sauvageau. Un atelier animé a permis à chacune de communiquer les moyens employés pour intéresser les sœurs de sa congrégation au dossier de la promotion des femmes.

Source : Édith Blais, SSJ



## Mauricie-Centre-du-Québec-Lanaudière

La célébration du 6<sup>e</sup> anniversaire de fondation du Réseau a été vécue dans la sororité, malgré le décès récent de Gilberte Morin, SASV, une des leurs.

Pour 2003-2004, les membres ont opté pour la thématique « Choisir de vivre la non-violence » personnelle, communautaire et socio-politique et elles gardent en veilleuse de nombreux projets intéressants, dont la publication, en quatre numéros, d'une nouvelle « Gazette relationnelle ».

Rita Lafrenière, OSU



## Montréal

Le 4 octobre 2003, 30 membres de l'ARPF, accueillait Madame Manon Massé du collectif D'abord Solidaires pour approfondir « Le bien commun et la responsabilité citoyenne ». L'animatrice a analysé la conjoncture politique, économique et sociale actuelle, déterminé diverses formes d'engagement, exposé les missions importantes de l'État, à savoir la santé, le savoir, la sécurité et la prospérité; elle a questionné les impacts des décisions libérales et traité de ses deux craintes d'ordre démocratique : le mode de scrutin et la fiscalité.

Puis se posait la question de l'engagement dans la recherche du bien commun à la suite du collectif D'abord Solidaires. Il a été proposé de se conscientiser personnellement et collectivement par l'information, la réflexion, l'analyse critique, la mobilisation; de s'interroger sur les partis politiques plus progressistes et de penser un projet de société mobilisateur.

Jeannine Cornellier, SNJM



## Intergroupe de chrétiennes féministes

Un Comité de travail s'est penché, au début de septembre, sur un projet collectif visant à stimuler le dynamisme des femmes croyantes et des groupes alliés. Le Comité de travail veut faire mémoire des contributions majeures des femmes à l'Église du Québec dans divers champs d'intervention et susciter des lieux nouveaux de prise de parole et de créativité des femmes.

Les membres de l'Intergroupe de chrétiennes féministes étudieront ledit projet au cours de l'automne, avant de le présenter à la Fondation Béati en vue d'une alliance pour sa réalisation. C'est un dossier dont le développement est à suivre...

Source : Françoise Gagnon, NDBC, déléguée de l'ARPF



## Nobel de la paix 2003

Militante de la démocratie et des droits de l'Homme, Shirin Ebadi s'est vu décerner le prix Nobel de la paix, le 10 octobre 2003, à Oslo, en Norvège. Ex-juge en Iran, avocate de dossiers délicats, enseignante du droit à l'Université de Téhéran, auteure de nombreux ouvrages, femme engagée à défendre les droits des femmes et des enfants, la lauréate espère que cette distinction fera progresser les causes qui lui tiennent à cœur dans une société musulmane ultra-conservatrice.

## Reconnaissance...



Claire Fitzgibbon,  
SNJM

Aux funérailles de Claire Fitzgibbon, SNJM, décédée le 22 août dernier, Denise Riel, SNJM, a fait ressortir le côté féministe de la défunte, son désir et sa capacité d'innover en pastorale. Claire nous convie à croire au Dieu de la vie, à découvrir en nous le Ressuscité et à nous laisser transformer par sa Parole libératrice. Merci à toi, Claire, femme d'espérance !

## Hommage à Gilberte

Les membres de l'ARPF garderont de Gilberte Morin, SASV, décédée le 29 août 2003, le souvenir d'une personnalité forte, profonde, engagée et attachante. D'un dynamisme entreprenant, elle intervenait avec intelligence et détermination pour promouvoir le langage inclusif et la dignité des femmes. Son franc-parler se nourrissait de son authenticité et de son intériorité.



Gilberte Morin,  
SASV

## Sympathique, Françoise, et comment !

Lors d'une de ses entrevues, les questions pertinentes de Pierre Maisonneuve et les réponses franches et articulées de Françoise David dévoilaient deux personnes passionnées d'humanité. Qui lira Françoise David : solidaire d'abord ! communiera davantage aux valeurs de l'ex-présidente de la FFO.

## « Les sœurs Madeleine »

Ce drame de Peter Mullan illustre les cruautés d'une religion de type pervers et janséniste qui a contaminé la société irlandaise de l'époque. Dire que le dernier établissement de repentir et de correction qui emmurait, dans un carcan d'agressivité, sœurs et « pensionnaires », n'a fermé ses portes qu'en 1996. Les regards pleins de rage des actrices charismatiques de ce film rendent justice à des milliers de victimes sans visage.

*Pierrette Couture, SCSL*

## Second départ

Du 29 au 31 mai 1987, le séminaire Saint-Paul, 249, rue Main, Ottawa, accueille 38 « répondantes » de l'Association des religieuses pour la condition des femmes (ARCF) qui prolonge le Groupe de travail. Frais de séjour : 60 \$ ! La session débute par l'adoption des statuts et règlements. Opération bien menée par Gertrude Pellerin, SSA, animatrice invitée. L'Association des religieuses pour la promotion des femmes (ARPF) confirme sa volonté de poursuivre le travail si bien commencé. Rita Montreuil, SSA, représentante de la Conférence religieuse canadienne (CRC), prend part à nos délibérations, vu les démarches en cours pour affilier l'Association à cet organisme.

« Apprendre à devenir lieu de miséricorde pour les femmes marginalisées de la société », c'est le thème de la journée de formation du samedi. Des « témoins » présentent d'abord des situations de femmes marginalisées auxquelles l'assemblée réagit. Pour sa part, Rita Gagné, OSU, conférencière invitée, donne une communication sur les assises bibliques et théologiques de l'engagement proposé. Une période de questions permet d'aller plus avant dans la réflexion.

Comme par le passé, les participantes adoptent un plan de travail pour l'année 1987-88. La prière soutient la démarche du groupe. Édith Blais, SSJ, responsable de la liturgie, prononce l'homélie de la messe dominicale sur Marie-Madeleine « cette femme déconsidérée » dont Jésus fera une missionnaire de la Bonne Nouvelle.

*Jeanne Gareau, SSA*